Jeudi 3 novembre 1977 — No 761

1 F

l'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

• Argentine

REVOLTE CONTRE LE FASCISME

Tout le trafic ferroviaire paralysé, les métros à l'arrêt, le trafic aérien fortement pertubé, telle était la situation en Argentine à la fin de la semaine dernière à la suite du plus grand mouvement de grève enregistré dans ce pays depuis la prise de pouvoir par l'armée.

Rappelons tout de suite que sous le régime fasciste du général Videla, tout gréviste risque, en plus d'une mise à pied immédiate sans indemnisation d'aucune sorte, une peine de prison pouvant aller jusqu'à dix ans. Le pouvoir peut également recourir à la militarisation des ouvriers qui sont alors considérés comme des soldats et tenus d'obéir aux ordres sous peine d'être traduits devant une cour martiale.

Cela donne la mesure du courage, du degré de conscience et de mobilisation des grévistes.

C'est face à la misère engendrée par le fascisme que les ouvriers de la signalisation des chemins de fer, sans crier garde, se mettent en grève le 26 octobre pour obtenir une augmentation de salaire immédiate. Ils touchent actuellement l'équivalent de 350 à 400 francs ; ils réclament l'équivalent de 1 000 francs. Le mouvement fait aussitôt boule de neige et le 27 tous les ouvriers et employés des chemins de fer, machinistes, contrôleurs, mécanos, etc. sur tout le territoire national paralysent le travail.

Le vice-président de la compagnie des chemins de fer s'en prend alors aux *«40 ouvriers de la signalisation qui perturbent le travail malgré leur petit nombre»*. La direction syndicale quant à elle ordonne la reprise du travail en promettant de négocier avec la compagnie. Le secrétaire d'Etat à la coordination économique déclare péremptoirement *«ici il n'y aura pas d'augmentation»*.

Si le gouvernement par ses menaces et la direction syndicale par ses promesses pensaient faire cesser la grève, c'est le contraire qui se produit. Non seulement les cheminots poursuivent leur mouvement mais encore les travailleurs du métro, les employés de l'aéroport, les pilotes de lignes, les employés de l'hippodrome les rejoignent dans la lutte.

Le 31, les cheminots décident non pas l'arrêt de la grève, mais une trêve de 4 jours pour entamer des négociations en restant fermes sur leur exigence d'augmentation immédiate de salaire.

Les autres secteurs poursuivent la grève.

Il ne reste plus au gouvernement qu'à répéter ses menaces. Il accuse les grévistes *«d'atteinte à l'intérêt national et violation de l'ordre public»* et leur donne jusqu'à deux jours pour reprendre le travail.

Ces grèves s'inscrivent dans le vaste mouvement de résistance au fascisme déclenché dès l'arrivée au pouvoir des militaires et malgré la trahison des directions syndicales et des révisionnistes.

Après l'assassinat d'un jeune Guadeloupéen

Nous savions depuis longtemps que les organisateurs de festivals pop ne reculaient devant aucun sacrifice pour assurer la «sécurité» des vedettes. Chiens, policiers, super-gardes du corps et autres milices privées sont de la fête pour intimider, provoquer et ratonner les jeunes.

Dimanche soir, à la Vilette (Paris), un jeune guadeloupéen a été lâchement abattu par le service d'ordre du festival pop. Agressé et volé par des membres de ce service de protection, il avait résisté avec ses amis.

Tous les témoignages des jeunes le confirment. Mais pour les flics, le tueur serait plutôt un voyou qui, avec des complices, en se réclamant du service d'ordre volait les gens. Allons donc, c'est évident comme histoire. En fait, ces milices privées sont de véritables bandes de nervis que la police observe avec un œil bienveillant, puisqu'elles font le même boulot qu'elle y compris tabasser, quand il le faut pour «punir» les jeunes.

Aux dernières nouvelles, la police ferait tout son possible pour retrouver l'assassin. Même arrêté, si cela se passe comme pour tant d'immigrés ou pour Pierre Maitre ou Overney, le tueur a encore de belles années devant lui pour continuer son sale boulot.

BAS LES PATTES DEVANT LE PEUPLE SAHRAOUI

Malgré toutes ces grandes déclarations, l'impérialisme français n'a pas renoncé au rêve de remettre les pieds en Afrique du Nord. Chassé par la lutte armée du peuple algérien, il n'a jamais accepté de se voir contraint à discuter avec ces anciennes colonies surtout quand celles-ci l'ont un peu poussé à partir.

Prétextant que ces ressortissants sont en danger en Mauritanie, et profitant du désaveu enregistré après l'enlèvement de deux civils français, par le Polisario, Giscard et sa clique ont répondu sans détours aux souhaits du plumitif de France-soir, Dutourd, qui sollicitait une intervention française pour libérer les otages.

Le gouvernement français menace, tempête, et passe à l'action. Il expulse en direction de l'Algérie cinq immigrés soupçonnés de sympathies à l'égard du peuple sahraoui. Il y a deux Mauritaniens, deux Algériens, un Marocain, ce qui montre que le Polisario n'est pas isolé comme le prétend l'impérialisme français.

Préparer ne serait-ce que pour «intimider», une intervention soit en Algérie soit au Sahara occidental est inadmissible, intolérable. Le gouvernement français se croirait-il revenu au temps béni des colonies comme le chante Sardou ? Le gouvernement français prendrait-il exemple sur l'impérialisme US ou le social-impérialisme ? Il y a loin de la coupe aux lèvres. Giscard ferait bien de ranger les vieux oripeaux coloniaux au vestiaire.

La lutte anti-impérialiste des peuples est une réalité qui se développe, mais le néocolonialisme français n'est pas mort. Les marxistes-léninistes n'entendent pas du tout laisser Giscard mettre un seul petit orteil sur le sol de l'Algérie ou du Sahara occidental.

La liberté des peuples est une chose sacrée. Le tiers-monde s'unit toujours davantage contre le colonialisme, le néo-colonialisme et l'hégémonisme. Il y a 23 ans, le peuple algérien prenait les armes pour sa libération. Giscard ne devrait pas oublier les leçons de l'histoire !

HOMMAGE A LA REVOLUTION D'OCTOBRE 1917

Février 1917 : la fin des Romanov

Manifestation contre le tsar. Février 1917. (photo Archives HR).

Le tsar s'était engagé dans la guerre mondiale de 1914-18. Dans cette guerre, chaque gouvernemnt impérialiste, rêvait de conquérir de nouveaux territoires, de se repartager le monde. Le tsar de toutes les russies rêvait, lui de conquérir Constantinople, la Turquie, les Dardanelles.

Les peuples du monde n'avaient rien à gagner de cette guerre. De plus elle accentuait la misère. En Russie c'était déjà la famine, le servage, le chômage, la répression, les tortures avant la guerre. Autant dire que pendant la guerre le pays n'était que ruine et calamités pour le peuple. Ça ne pouvait plus durer !

Le 27 février, les masses ouvrières, les soldats et les marins renversent le tsar : c'est la fin des Romanov ! Un nommé Kérenski crée alors un gouvernement provisoire. Mais ce qu'un bourgeois sous ses airs de «gauche». Il faudra qu'en octobre 17 le peuple renverse Kérenski pour prendre vraiment le pouvoir. Il faudra la Révolution prolétarienne.

(demain : les Soviets)

Et aussi

Page 2

• **L'Afrique du Sud au banc des accusés**

Page 3

• Corbeil (Essonne)

• **Une municipalité consciente**

«La loi du père» : une idée fixe

Dans sa deuxième émission, «la loi du père», dimanche soir sur Antenne 2, Karlin a fait défiler devant nous un grand nombre d'adolescents.

Certains étaient internés en asile psychiatrique, d'autres «en liberté», si l'on peut dire, mais étroitement bridés par des entretiens très orientés. A part quelques uns, ceux-ci ont en effet eté menés tambour battant, Karlin sautant sur le premier prétexte pour imposer son idée fixe : la cause des problèmes et des maladies des adolescents réside dans les rapports établis dans la petite enfance avec le père. On ne pouvait manquer de finir par se sentir gêné devant son insistance à plaquer cette thèse et de faire dire ce qu'il voulait entendre.

ET LA FEMME ?

Dans les interviews, la caméra s'est attardée sur les pères des adolescents, leur mère ayant par contre très peu de place. Certaines remarques de Karlin montrent que ceci n'est pas étranger à une conception bien précise de la femme. Ainsi Corinne est la dernière née de cinq enfants dont quatre filles. Elle se sent rejetée par son père qui aurait préféré des garçons et se heurte avec lui jusqu'à la rupture. Pour marquer le coup, elle décide d'écrire son prénom avec un K ; ainsi elle ne sera plus la Corinne de son père. *«Corinne avec un K ça fait plus masculin»* dit Karlin à cette jeune fille.

Muriel hésite à vivre avec l'homme qu'elle fréquente parce qu'elle n'a pas de travail et se refuse, étant donné leurs différences de conceptions, à risquer de devenir complètement dépendante. *«Peut-être cette difficulté de se marier, c'est la difficulté de choisir entre être un homme ou une femme»* dit Karlin.

Autrement dit, le fait de s'opposer à son père, d'avoir une personnalité propre, de désirer son indépendance ne pourrait être, d'après Karlin, que la marque du masculin. Par contre le propre du féminin, sa «nature», pourrait-on dire, d'après Karlin, c'est d'être faible, d'accepter de se soumettre, etc...

UNE CONCEPTION DU MONDE

On comprend après cela pourquoi Karlin donne une si grande place au père dans les entretiens et pourquoi il veut tout expliquer par rapport au père : la mère, la femme ne comptent pas beaucoup à ses yeux. Son idée fixe d'après laquelle c'est l'homme qui détermine tout est celle de tous les psychanalistes. Elle traduit en fait une conception bourgeoise du monde qui défend l'idée de la supériorité masculine, approuve et cautionne l'oppression de la femme.

En outre, tous les jeunes que Karlin interviewe sont des jeunes travailleurs souvent de famille ouvrière. Or il ne s'intéresse pas à leurs problèmes de travail, de salaires, de chômage, etc... Il ne s'intéresse pas non plus aux conditions de vie des parents. Comme si le rôle du père, de la mère, leur attitude par rapport aux enfants ne reflétaient pas leur condition sociale. Comme si les contradictions à l'intérieur de la famille n'étaient pas intimement liées à la société.

Non à l'isolement des handicapés !

La bourgeoisie entasse les handicapés dans des sanatoriums – où ils sont coupés du reste du monde. Rien n'est prévu pour eux qui aspirent à vivre comme tout le monde.

Nous avons reçu une lettre illustrant l'humiliation quotidienne qu'ils doivent subir et qui a son origine dans le rejet et l'isolement dans lesquels le capitalisme les maintient.

«Devant me rendre seule de la gare à un dispensaire en ville (à Grenoble distant de 25 km du sanatorium de St Hilaire du Touvet), j'ai appelé deux personnes passant sur la place de la gare en leur demandant d'appeler un taxi par téléphone, certains taxis acceptant de transporter les handicapés. La personne allait téléphoner quand deux autres personnes arrivent, l'une compréhensive bien que m'ayant vue là depuis un moment et ne s'étant pas dérangée, l'autre inquiète qui appela une fourgonnette de police qui passait à ce moment-là. Les policiers ne voulurent pas me laisser prendre un taxi et appelèrent l'ambulance, malgré mes protestations.

Je me retrouvai donc, en bonne santé sur une civière du GMUR que je n'ai pu quitter qu'après l'approbation et la reconnaissance du concierge du dispensaire qui me connaissait.

Comme n'importe qui nous devons pouvoir aller où bon nous semble par les moyens que nous voulons.

Pour faire respecter ce droit, il faut que les gens prennent l'habitude de nous voir. Il faut rompre l'isolement. Il nous faut sortir, sortir, sortir.

Il faut agir pour avoir des moyens de transport corrects.

La gauche et les femmes...

Une lectrice de Dreux (Eure-et-Loire) nous envoie la lettre suivante :

A Dreux, la responsable aux Affaires culturelles de la municipalité de gauche a affiché à l'Agence nationale pour l'emploi l'offre d'emploi suivante :

«On demande un couple d'animateurs ayant le CAPAS (diplôme d'animateurs).

Salaire homme : 3 000 F

Salaire femme : 2 400 F

En votant à gauche comme à droite en 78, les femmes continueront à être exploitées, ainsi que cet exemple le montre concrètement. La libération des femmes passe par le renversement de la bourgeoisie de droite comme de gauche.

L'Afrique du Sud au banc des accusés

Une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU a été consacrée lundi soir à la discussion d'un projet de résolution émanant de trois pays africains.

Celui-ci exigeait un embargo sur les fournitures d'armes à destination de l'Afrique du Sud, l'arrêt de toute coopération nucléaire ainsi que des sanctions économiques.

Finalement, les cinq pays occidentaux, membres du Conseil de sécurité (USA, Grande-Bretagne, France, Canada, Allemagne de l'Ouest) ont voté contre ce projet, les trois premiers de ces pays, ayant droit de véto. Ils ont ainsi sauvé, du moins provisoirement, l'Afrique du Sud d'un véritable blocus économique. L'attitude raciste et répressif du régime de Prétoria est telle que ses alliés traditionnels hésitent à continuer à soutenir ouvertement, non pas par bonté d'âme, mais pour sauvegarder leurs intérêts économiques dans cet État dont chaque mesure répressive prouve la faiblesse grandissante.

Le célèbre exploiteur international Rockefeller, lui-même vient de déclarer qu'il était décidé à refuser à l'Afrique du Sud tout prêt risquant de favoriser la politique de suprématie blanche. On ignorait jusqu'ici que Rockefeller était un grand antiraciste !

Dans le même ordre d'idée, et pour tenter de sauvegarder le peu de crédit qui leur reste auprès des pays d'Afrique, les pays occidentaux qui, ont refusé l'embargo économique, ont décidé de voter en faveur d'un embargo obligatoire sur les livraisons d'armes.

***«L'apartheid, a déclaré le représentant de la France, n'est plus une affaire intérieure de l'Etat, elle concerne et préoccupe légitimement la communauté internationale.»* Curieuse découverte de la part du représentant d'un pays qui a équipé toute l'armée raciste !...**

En fait, les pays occidentaux n'ont plus le choix. La fragilité grandissante du régime de Vorster face aux luttes populaires, sa condamnation unanime au niveau international font qu'il n'est plus possible aujourd'hui de soutenir ouvertement l'apartheid sans s'exposer soi-même à être mis au banc des nations. Ce simple fait est déjà par lui-même une grande victoire des peuples d'Afrique et du tiers monde.

La résolution adoptée lundi exige que soit mis fin à la répression en Afrique du Sud et fait état avec une profond inquiétude des informations relatant la torture des prisonniers politiques et la mort d'un certain nombre de détenus *. Elle demande la libération *«de toutes les personnes emprisonnées au titre de lois arbitraires sur la sûreté de l'Etat ou pour leur opposition à l'apartheid»*, *«la levée des interdictions dont font l'objet les organisations et organes de presse opposés à l'apartheid»*, *la suppression du système «d'éducation bantoue» et de la politique des Bantoustans.* Le texte demande à Prétoria de rapporter toutes les autres mesures d'apartheid et de discrimination raciale.

La répression des racistes...

Un boycottage quasi général des examens avait lieu lundi dans les écoles de la cité africaine de Soweto, malgré la large diffusion de tracts du gouvernement menaçant les grévistes de perdre leur année s'ils ne se présentaient pas.

Les tracts, lancés par milliers par avion samedi, recommandaient aux parents, «prenez votre enfants par la main et conduisez-le vers un futur éclatant. Accompagnez-le à l'école pour y passer ses examens».

Dans plusieurs écoles, les quelques jeunes africains qui se sont présentés sont immédiatement partis lorsqu'ils se sont rendus compte que la majorité des écoliers poursuivaient leur boycottage entamé il y a plus de trois mois dans l'enseignement secondaire et il y a environ 10 jours dans le primaire supérieur.

Le boycottage touche au total environ 77 000 jeunes noirs, qui demandent l'abolition du système d'éducation séparé pour noirs. Plus de 500 professeurs noirs du secondaire ont donné leur démission par solidarité avec les étudiants.

n'entame en rien la détermination des jeunes africains.

Arrestation d'un journaliste noir

Un journaliste noir de Port-Elisabeth, M. Khaya Mqhayisa, a été arrêté au cours du week-end en vertu de la loi sur le terrorisme.

M. Mqhayisa, déjà détenu plusieurs semaines l'an dernier, est journaliste à la revue œcuménique noire «The Voice», publiée par le Conseil sud-africain des églises.

La loi sur le terrorisme permet la détention sans procès au secret pour une période indéterminée.

•RFA

L ensemble des journaux bourgeois ouest-allemands a décidé de publier gratuitement sur toute une page l'avis de recherche des seize personnes soupçonnées d'avoir pris part à l'enlèvement de Schleyer lancé par l'Office fédéral de la police criminelle.

Ces publications auront lieu dans la période allant du 31 octobre au 3 novembre.

Lundi déjà, plusieurs grands quotidiens avait publié la grande affiche de la police ainsi que le portrait-robot du terroriste, portrait qui expliquait les principales caractéristiques d'un terroriste et qui appelait à la délation.

Les gros trusts de la presse qui , dès le départ ont lancé une véritable campagne pour un développement de la répression en Allemagne, soutiennent matériellement cette action puisqu'ils consacrent une page entière de leurs journaux qui coûte dans la «Bild Zeitung» (plus de quatre millions de lecteurs) 186 000 marks (environ 380 000 francs). Tous les moyens sont bons pour garantir une meilleure chasse à l'homme.

• QUIMPER

Une intervention dans une réunion publique du PCF

Nos camarades de Quimper sont récemment intervenus dans une réunion publique du PCF. D'abord, ils nous signalent qu'il y avait seulement 11 personnes (sept membres du PCF, un sympathisant, une femme du quartier où avait lieu la réunion, et notre camarade).

Voici le passage le plus significatif des arguments du PCF sur les entreprises nationalisées. On peut en rire, mais quand on sait qu'ils appliquent déjà ce qu'ils disent, cela devient grave :

–Quel pouvoir auront les travailleurs dans les entreprises nationalisées ?

– Et bien, ils seront consultés ! et participeront au comité de gestion, et en plus, (quelle chance), ils auront même le droit de se prononcer sur le licenciement.

– Mais alors, il y aura des licenciements ?

– Il ne faut pas oublier que ce ne sera pas encore le socialisme, ni même le communisme !

– Mais ce sera le capitalisme alors ?

– Non ce ne sera pas la capitalisme non plus !

– Ce sera quoi ?

Pas de réponse !

Avec des explications comme celles là, le PCF va faire recette et il aura certainement convaincu la seule personne à ne pas appartenir à ses rangs et qui était venue pour apprendre quelque chose sur la politique du PCF.

60 millions pour decembre

Faisons le point sur l'année

Jusqu'à maintenant nous n'avions comptabilisé que les sommes versées à la souscription depuis le mois d'août. Nous avons dit que pour que l'Humanité rouge puisse vivre, il fallait un minimum de 60 millions de centimes de souscriptions par an. Or, ou en sommes nous ?

De janvier à juillet, 13 millions et demi de centimes avaient été souscrits. Cela faisait en date du 28 octobre, un total global de 21 724 580 F, soit seulement un peu plus du tiers de la somme nécessaire. N'attendez pas la dernière minute pour transmettre tout l'argent collecté à l'administration. Nous rappelons que le retour au huit pages quotidiennes est conditionné au succès de la souscription.

Les flics sont malheureux !

Si vous habitez dans la région parisienne, vous avez trouvé (ou vous trouverez bientôt) un tract d'un genre particulier dans votre boîte aux lettres. Le syndicat général de la police (10 000 adhérents) affilié à la Fédération autonome a décidé de diffuser deux millions de tracts dans Paris, pour se plaindre à vous, ouvriers et travailleurs, de leurs «mauvaises conditions de travail» !

On trouve dans ces tracts de sordides descriptions de machines à écrire trop vieilles, de mobylettes usagées, d'effectifs insuffisants, de cars de police vieux de 155 000 kilomètres et refusant de démarrer tous les matins... de quoi faire pleurer même le cœur le plus endurci !

«Il ne s'agit pas d'appeler à plus de répression. Nous voulons que la sécurité soit assurée mais au service exclusif de la population, dans le respect des libertés», **nous dit Jean Chaunac, chef des flics distributeurs de tracts. En fait la police, engagée, payée, organisée, protégée, encadrée par la bourgeoisie au pouvoir est faite pour assurer la sécurité de la bourgeoisie. Comment pourrait-il en être autrement ?**

Si la police expulse les grévistes, charge les manifestants, s'attaque aux travailleurs immigrés, met la population en fiches, torture et viole dans les commissariats, c'est parce que son seul rôle, ce pour quoi elle est créée, c'est de réprimer, de condamner au silence tous ceux qui gênent le pouvoir en place.

DETRUIRE LA POLICE

Il est vrai aussi qu'il peut arriver (qu'il arrivera sans doute) qu'à un moment donné, dans une période très proche de la révolution, une partie des policiers refuse de jouer le rôle répressif que leur confie la bourgeoisie. Dans ce cas les révolutionnaires appelleront ces policiers-là à déserter les rangs de la police, à prendre place parmi les rangs des ouvriers et des paysans révolutionnaires. *Mais dans le but exclusif de détruire la police comme corps, de la décomposer.*

Comme on le voit, cela n'a rien à voir avec les manifestations actuelles, organisées par un syndicat autonome ou par un syndicat CGT de la police. Les mots d'ordre de ces manifestations sont très réactionnaires : le renforcement de la police, c'est bel et bien le renforcement du capitalisme et de son cortège d'exploitation et de répression.

• Corbeil-Essonnes

Cela se passe à Corbeil, dans la banlieue parisienne, mais cela pourrait se passer dans n'importe quelle autre mairie tenue par le PCF.

Citation du bulletin municipal : *«L'inquiétude est grande dans la population, de nombreux habitants l'ont manifestée au cours des permanences du maire ou en venant le dire aux élus sur le stand de la ville à la Foire-exposition»*. Quelle est donc cette grande inquiétude qui, parait-il, a gagné les foyers ouvriers de Corbeil ? *«Les menaces de suppression du commissariat de police de notre ville se sont précisées»*...

Et ça continue : *«La municipalité, consciente de la nécessité du maintien et du développement des services de police, a attiré à plusieurs reprises l'attention des autorités compétentes»*. Il s'agit de la préfecture de police, représentant le gouvernement au niveau départemental.

Ce que la municipalité PCF demande au gouvernement de Giscard : *«Non seulement le maintien de la structure actuelle, mais le renforcement des effectifs de police à Corbeil Essonnes»*.

Pour être bien entendu, le maire de Corbeil, le député PCF Combrisson s'adresse même au ministre de l'Intérieur à l'Assemblée : *«Monsieur Combrisson demande à Monsieur le ministre de l'Intérieur, quelles mesures il compte prendre, non seulement pour maintenir les effectifs de police en place à Corbeil-Essonnes, mais pour les accroître (...) ainsi que pour leur procurer les moyens nécessaires à l'exercice de leurs fonctions : effectifs, locaux, véhicules.»*

La police serait selon la municipalité PCF indispensable à la ville de Corbeil aujourd'hui pour assurer notamment la protection *«du tribunal d'instance, du tribunal des prud'hommes dans le Palais de justice»*.

Qu'un maire-député qui se dit communiste demande à «Monsieur le ministre de l'Intérieur» plus de flics pour protéger les tribunaux, qu'est-ce que le ministre de Giscard, Bonnet-la matraque facile, pouvait rêver de mieux ?

Des prisonniers luttent

Samedi dernier, une soixantaine de détenus de la prison de Brest ont refusé de réintégrer leurs cellules. Ils ont de plus séquestré deux gardiens. Ils se sont retranchés au second étage de la prison construisant des barricades dans les escaliers avec des sommiers, des tables et des bancs.

Ils revendiquaient de meilleures conditions de détention, ils ne veulent plus être entassés dans les cellules et veulent un meilleur chauffage.

La police est intervenue contre eux samedi soir à coup de grenades lacrymogènes. Les détenus ont alors regagné leurs cellules.

Rassemblement national du 6 novembre

«OCTOBRE AUJOURD'HUI»

A la Mutualité de 13h à 22h

OU EN EST-ON ?...

La mobilisation pour le 6 novembre va bon train... Des quatre coins de France, viendront converger sur la Mutualité plusieurs cars, de Marseille, de Toulouse, de Rennes... Les militants de Reims ont trouvé un moment pour nous envoyer un mot : pour la première fois, ils viendront avec un car ! Dans la région parisienne aussi, c'est parti fort. Les quelques jours de congé de Toussaint ont été pleinement mis à profit ; des affiches appelant à «Octobre aujourd'hui» sont apparues sur les murs de la capitale, des bombages sur le périphérique et les camarades de Paris ont demandé de nouvelles vignettes. Du côté des animateurs des salles, c'est la presse aussi. On donne la dernière main aux panneaux et aux montages ; on répète sketches et chansons, avec déjà de la fatigue c'est vrai, mais beaucoup d'énergie et d'enthousiasme. Tout sera-t-il fin prêt pour le 6 ?

Tous nos amis et sympathisants auront-ils bien été sollicités et informés ?

Les camarades responsables de la crèche communiquent :

La crèche sera ouverte de 13 heures à 22 heures aux *enfants de tous âges*. Elle se tiendra à l'extérieur de la Mutualité ; ce sera plus tranquille pour enfants et parents. Un minicar fera la navette entre la crèche et le Rassemblement.

– *Accueil* : les parents doivent amener les enfants à «l'accueil», dans le hall de l'entrée latérale (qui mène au 1er étage). Vous donnez tous les renseignements concernant les enfants à l'accueil : coordonnées, âge, type de lait pour les bébés, médicaments éventuels, heure du départ de la crèche.

– *Départ* : les parents reviendront à l'accueil où on leur donnera les indications pour aller rechercher leurs enfants.

– *Alimentation* : elle est prévue pour les enfants. Pour les bébés, il y aura du lait en poudre Nativa 1, du lait entier. Si d'autres laits sont utilisés, les apporter. Biberons et couches sont fournis.

Jeux, jouets, activités sont prévus bien sûr.

Les camarades ont voulu que le Rassemblement des grandes personnes soit une fête pour les enfants... On leur demandera leur avis après.

• Reims

La gestion «démocratique» du PCF

Le conseil municipal de Reims est composé de 18 socialistes, 18 révisionnistes (PCF) dont le maire, deux PSU, deux radicaux de gauche et trois «non inscrits», depuis les élections municipales de mars dernier.

Au moment de l'assassinat de Pierre Maître (ouvrier aux VMC), le maire révisionniste se présentait comme le meilleur garant de l'ordre : *«La municipalité d'union de Reims est soucieuse de développer la vie démocratique et la sécurité dont la population a besoin»*.

Lors de la réunion du conseil municipal, jeudi soir dernier, les socialistes ont révélé que le grand «démocrate» a embauché plusieurs auxiliaires au sein des services municipaux *«sans aucune consultation des commissions intéressées»* !

Placer leurs hommes, par le piston et l'intrigue, telle est la pratique continuelle des politiciens bourgeois, dont les révisionnistes sont parmi les plus beaux fleurons. Cela fait partie de la tactique d'infiltration et de grignotage du pouvoir par le PCF, jusqu'à l'élimination pure et simple de ses alliés. Les dirigeants révisionnistes ont leur propre projet de capitalisme monopoliste d'Etat. Ils se prétendent les meilleurs défenseurs de la «démocratie» mais ne la respecte jamais.

Les conseillers socialistes ont également manifesté leur désapprobation sur la gestion sociale de la municipalité.

Ces deux points ont fait que les conseillers PS ont refusé de voter le budget complémentaire demandé par le maire révisionniste.

Finalement le budget a été voté par 22 voix contre 18, les socialistes ayant été mis en minorité. Ce qui est important, c'est que sept mois après sa conquête de la municipalité, la fausse gauche est en crise, les brigands ne sont pas d'accord sur le partage du gâteau et chacun vise plus haut : le pouvoir d'Etat !

C'est un petit fait qui doit amener les électeurs de la désunion de la gauche à réfléchir, à refuser leurs voix à tous ces politiciens qui veulent se servir des travailleurs comme d'une masse de manœuvres.

• Papeteries de Bretagne
Rennes

Pas un seul licenciement !

Les 125 travailleurs des Papeteries de Bretagne ont organisé samedi 29 octobre une journée portes-ouvertes.

L'entreprise est en liquidation. Les travailleurs ont reçu leur lettre de licenciement. Mais ils n'acceptent pas cette situation. Ils ne veulent pas des 90 %, ils veulent vivre et travailler au pays. Aussi depuis plusieurs semaines, ils assurent la garde de l'usine jour et nuit, afin que les machines ne soient pas démontées et emportées. Cette journée portes-ouvertes était destinée à populariser leur lutte et à développer la solidarité des autres travailleurs et de la population. De nombreux personnes vinrent visiter l'usine. Les travailleurs expliquaient son fonctionnement. Cette usine fabriquait du papier d'emballage à partir de papier de récupération.

Les ouvriers donnèrent les explications sur les conditions de travail qu'ils connaissaient : bruit, chaleur difficile à supporter à certains endroits, risques importants de se faire arracher une main ou un bras.

Cette journée a été un succès. Les travailleurs sont conscients que cela ne suffira pas. Aussi, organisent-ils une nouvelle journée portes-ouvertes le 9 novembre et un fest-noz de soutien le 24 novembre.

Les marxistes-léninistes étaient présents aux côtés des travailleurs pour les soutenir. Des discussions intéressantes eurent lieu. Certains travailleurs ne se font guère d'illusions sur les résultats de la table ronde qu'avait organisée le maire socialiste avec des représentants du patronat, de la préfecture, etc... Comme à Lip, les travailleurs ne doivent compter que sur eux-mêmes et sur la plus large solidarité possible.

• Gouffre de Barriac(Aveyron)

Halte au crédit agricole !

En 1966 un spéléologue découvre près de Barriac un gouffre dont il est actuellement propriétaire. Les travaux de déblaiement commencés en 1970 (un millier de tonnes de cailloux retirés du gouffre avec un simple treuil) ont été financés par un prêt de 20 millions du Crédit agricole qui cherche actuellement à récupérer le gouffre et le travail fait en exigeant le remboursemnet immédiat d'une traite de 2 millions 6, alors que les travaux ne sont pas terminés : les visites viennent à peine de commencer et les 2 travailleurs du gouffre ne peuvent rembourser.

Ils ont osé s'opposer aux exigences du Crédit agricole et s'attaquer à cette énorme puissance : ils se sont mis en grève (arrêt des travaux de déblaiement), ont convoqué une conférence de presse pour alerter l'opinion publique (à cet égard, certains partis et syndicats de «gauche» se sont distingués par leur absence : en période électorale, se mouiller pour 2 travailleurs , ça ne vaut pas le coup !)

Cette conférence de presse a fait du bruit (le Crédit agricole comptait bien manœuvrer en silence). Les travailleurs ne comptent pas en rester là. Un comité de soutien s'est constitué qui a dès sa première réunion,décidé d'intensifier le rythme des visites de soutien au gouffre.

Au crédit agricole qui a sommé les travailleurs du gouffre de rembourser la totalité de l'emprunt avant la fin de l'année, le comité a répondu en attaquant à son tour le Crédit en justice.

Les militants locaux de l'Humanité rouge et de la JCMLF s'emploient aussi à populariser cette lutte.

Sur le front du logement

Solidarité de classe et unité des luttes

Entre le 1er avril et le 31 août 1977, il y a eu d'après les chiffres officiels 1 627 expulsions dans la seule ville de Paris. Récemment, leur nombre s'est encore accru dans toute la France avant le 1er novembre, date à partir de laquelle il n'est théoriquement plus permis pendant les quelques mois de la saison froide de mettre les gens à la rue. Il y a des millions de mal logés obligés de vivre dans des logements exigus qui ne disposent pas du confort minimum (plus de 30 % des logements en Ile-deFrance) ; de plus en plus souvent des travailleurs sont obligés d'aller vivre dans des remises, des hangars, des garages, voire sous les ponts. En même temps, il y a abondance de logements vides : un exemple, dans le 13ème arrondissement de Paris où l'on compte au moins 8 000 mal-logés, il y a plus de 6 000 logements vides. C'est que dans cette société capitaliste basée sur la recherche du profit maximum, le logement est une marchandise régie par la loi de l'offre et de la demande. Les négociants préfèrent provoquer la destruction de montagnes de légumes (deux millions de choux fleurs en Bretagne récemment) plutôt que d'en baisser les prix à la consommation ; de même les propriétaires et les sociétés immobilières préfèrent laisser les logements vides plutôt que de baisser les loyers.

L'augmentation du nombre de mal-logés et d'expulsions et l'augmentation parallèle du nombre de logements vides et des loyers constituent une crise du logement qui s'accroît et s'approndit en liaison étroite avec l'extension et l'approfondissement de la crise capitaliste actuelle. La baisse des salaires, le chômage, les licenciements diminuent le pouvoir d'achat des travailleurs. Pendant ce temps, les charges et les loyers augmentent partout en même temps que la nourriture, les vêtements, etc... Pour continuer à nourrir convenablement leur famille, à la vêtir, à envoyer les enfants à l'école, les travailleurs sont obligés de s'endetter ; ils ont de plus en plus de mal à payer charges et loyer. Ils sont alors en butte aux saisies immobilières, aux saisies sur salaire faites avec la complicité du patron et dès qu'ils ne sont plus rentables du point de vue du paiement du loyer, c'est la menace d'expulsion.

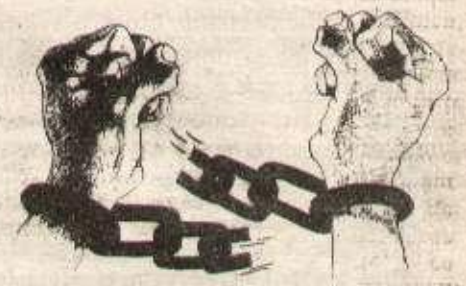
Sur le front du logement comme dans les entreprises, les travailleurs doivent refuser de faire les frais de la crise. Il faut interdire les expulsions comme les licenciements et se battre pour imposer le droit au logement comme le droit au travail.

Si des expulsions ont lieu malgré tout il faut lutter pour obtenir le relogement de la famille et dans un certain nombre de cas, comme récemment dans le 13e arrondissement la seule solution, c'est l'occupation de logements vides.

Pour mener à bien ces luttes, il faut expliquer largement les causes des expulsions, des saisies, etc. susciter un vaste mouvement de solidarité regroupant aux côtés des locataires et occupants en lutte, les comités de chômeurs, particulièrement concernés par les problèmes de logement, et aussi les travailleurs des entreprises du quartier. Il est particulièrement important d'établir de tels liens entre les luttes populaires sur le front du logement et les luttes de la classe ouvrière dans les entreprises, fer de lance de la lutte de classe. C'est une telle solidarité de classe et une telle unité des luttes qu'on voit s'ébaucher notamment dans le 13 e arrondissement où un logement vide est occupé. C'est un exemple encore bien modeste et restreint mais qui montre la voie à suivre partout où il y a lutte de locataires.

Pour la première fois en France

LA «JOURNEE FEMMES NOIRES»



Samedi 29 octobre, se tenait la «Journée femmes noires». La «coordination femmes noires» s'est créée en 1976. Elle regroupe des Africaines, Antillaises, Afro-américaines, toutes les femmes noires.

Au programme de la soirée : la stérilisation forcée, la polygamie, le racisme, le rapport des femmes avec le colonialisme et le néocolonialisme. La projection de deux films était prévue. L'un sur la pratique de l'excision* et l'autre sur la polygamie. Seul, ce dernier sera projeté.

De nombreux messages de soutien et d'encouragement ont été lus, venus du monde entier et surtout des Femmes noires des États-Unis dont les luttes sont déjà anciennes. Une femme représentant ces groupes et qui est à la tête de l'un d'eux a témoigné de sa pratique, et a appelé à l'unité de toutes les femmes noires.

A la tribune, la «Coordinations Femmes noires» fit une intervention d'introduction à la journée : «Les femmes en ont assez qu'on leur mette des anneaux dans la bouche».

Les interventions de la salle rendaient compte de ce que les femmes veulent vraiment faire pour revendiquer leur droit réel et quotidien. «La femme noire est l'être humain le plus exploité de la terre».

L'une des intervenantes de la salle déclara : «Ce que nous voulons, c'est nous libérer du colonialisme, du néocolonialisme, du racisme. Nous voulons du travail. Nous voulons donner à manger à nos enfants, nous voulons nous libérer économiquement, nous avons droit au travail, au même titre que les autres hommes.

Aussi, la libération de la femme passe-t-elle par la libération de toute l'humanité exploitée. Il faut nous libérer du colonialisme qui nous exploite. Nous devons prendre la situation en main, ne pas nous diviser et être organisées, sans agression les unes envers les autres. Il n'y a pas de libération réelle de la femmes dans un État qui exploite tous les hommes».

*Ablation du clitoris chez la jeune fille.

• Section CFDT centre de tri PTT Lyon -Gare

Dossier sur l'exclusion des 20 membres de la commission éxécutive

Un dossier vient de paraître sur l'exclusion des 20 membres élus de la commission exécutive de la section CFDT PTT du centre de tri de Lyon-gare.

Ordonnée par les dirigeants fédéraux (dont l'appartenance au CERES est connue) cette exclusion, don. le dossier montre abondamment le caractère antistatutaire, décapite une section de 190 adhérents «active, porteuse de propositions et de débat».

Voici quelques extraits d'une réponse de Valero aux accusations qui motivent l'exclusion : on y verra de quelle opposition ces «socialistes» veulent se débarrasser dans la CFDT :

«Participation à la coordination des luttes proposée par LIP en juin 1976. Devant l'appel des LIP, la section de Lyon-gare écrivait au BD (bureau départemental) et à d'autres sections du syndicat pour proposer que le syndicat participe à cette rencontre. Devant l'opposition du BD à cette proposition, la section de Lyon-gare décidait de ne pas y participer. Un certain nombre de militants y était allé à titre individuel bien sûr, et en ayant tiré un compte rendu (non siglé CFDT et non diffusé par la section) le BD amalgamait comme il l'a bien souvent fait , l'initiative individuelle à la section et, au lieu de discuter du fond du problème concernant la coordination des entreprises en grève, il s'est borné à lancer un blâme à la section».

Les autres motifs : participation à Malville ; création d'une commission armée en 1975 (dissoute peu après, le syndicat prenant en charge lui-même ce problème... sur lequel il n'organisa plus aucune réunion) ; blocage du conseil départemental (un procès verbal de celui du 13 septembre 1977 prouve au contraire que la section Lyon-gare est parmi celles qui font des propositions).

Il y a en fait au départ la division du bureau départemental sur le bilan de la grève de 1974, le courant qui voudrait en tirer les leçons sur les plans de la démocratie, des formes et de la coordination des luttes, qui rejette les journées d'action sans lendemain. Et il y a la volonté des hauts dirigeants de la CFDT d'étouffer ce courant là.

On trouve aussi dans le dossier une liste de fédérations, syndicats, sections, UIB ayant pros position contre les exclusions : Sécurité sociale, équipement, construction-bois, santé, commerce et service, SGEM, Câbles de Lyon, Air liquide, divers hôpitaux, les UIB d'Oullins, Vénissieux, Givors, Ouest-lvonnais.

Directrice de publication : Suzanne Marty Commission paritaire No 57952 Distribution NMPP IMP : La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1977